



Opportunités et défis des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans la promotion de la responsabilité et de la durabilité dans le secteur de la santé

Lors de l'événement de trois jours organisés par le Fonds mondial du 3 au 5 juillet 2024, des dirigeants de 14 pays se sont réunis pour aborder les questions de gestion des finances publiques (GFP). La GFP englobe les mécanismes par lesquels les ressources publiques sont collectées, allouées, dépensées et comptabilisées. Au cours d'une table ronde sur le rôle des institutions supérieures de contrôle (ISC) dans la promotion de la responsabilité et de la durabilité dans le domaine de la santé, d'éminents experts ont apporté un éclairage précieux sur les opportunités et les défis auxquels sont confrontées les ISC. Le panel (Figure 1) était composé d'Alexis Kamuhire, Auditeur général du Rwanda, Carolyn Lewis, Auditeur général adjoint de la Jamaïque, Malehloholo Mahase, Président de l'Association africaine des comptables généraux et Comptable général du Royaume du Lesotho, et Rai Mahimapat Ray, Service administratif indien (IAS), Gouvernement de l'Inde.

Le panel a souligné l'importance des ISC dans la promotion de la responsabilité et de la durabilité dans le secteur de la santé. Parmi les points clés, citons la nécessité de l'indépendance, de cadres juridiques solides, du renforcement des capacités et de la collaboration internationale pour améliorer l'efficacité des ISC. En outre, l'intégration de la technologie dans l'audit a été reconnue comme un facteur de transformation, améliorant la transparence, l'efficacité et la responsabilité. Les panélistes ont souligné la façon dont les avancées technologiques révolutionnent le paysage de l'audit, ouvrant la voie à un avenir plus transparent et plus responsable. Dans un article précédent sur le même événement, nous avons présenté une autre table ronde sur le financement durable de la santé, axée sur la [promotion de l'efficacité des dépenses de santé durables : perspectives de l'Inde, des Philippines et du Rwanda](#).

Figure 1 : Les panélistes discutent des opportunités et des défis des ISC en matière de responsabilité et de durabilité dans le domaine de la santé.



Alexis Kamuhire
Auditor General
Rwanda



Malehloholo Mahase
Accountant General
Lesotho



Carolyn Lewis
Deputy Auditor General
Jamaica



Moderator:
Rai Mahimapat Ray
IAS Officer of the Government of India on lien to IBRD, World Bank
Former Deputy Secretary, Dept of Economic Affairs,
Ministry of Finance
India

Rôle des ISC dans la promotion de la responsabilité et de la confiance du public

Les ISC sont essentielles pour garantir la responsabilité et la confiance du public dans la gestion des finances publiques. M. Kamuhire a souligné l'importance de la collaboration entre le ministère de la santé, le parlement, les partenaires du développement et la société civile. Il a détaillé l'étendue des contrôles effectués dans le secteur de la santé : « Nous contrôlons toutes ces institutions – le ministère de la santé, les hôpitaux de district, les hôpitaux de moindre importance. Notre intérêt est de voir si l'argent mis à la disposition du secteur est utilisé à bon escient. Ensuite, nous sommes beaucoup plus intéressés par les résultats ». Ces audits permettent de s'assurer que les fonds sont utilisés correctement et d'évaluer les résultats tangibles des investissements dans le secteur de la santé.

Mahase a souligné le rôle essentiel des ISC dans la promotion de la confiance du public et de la responsabilité dans la gestion des finances publiques. « L'indépendance de l'auditeur externe, ou de l'ISC, est essentielle pour maintenir la confiance du public », a déclaré Mme Mahase. Elle a expliqué que les ISC rendent compte directement aux citoyens et au Parlement, garantissant ainsi la transparence et la responsabilité des finances publiques. Mme Mahase a souligné que les recommandations des ISC devraient être obligatoires et juridiquement contraignantes afin de garantir le respect des lois et des règlements

Mahase a également évoqué l'importance des contrôles de performance pour évaluer l'optimisation des ressources dans les projets gouvernementaux. Les ISC doivent évaluer les dépenses pour déterminer si

les ressources ont été utilisées de manière appropriée, dans le but prévu, et s'il y a un impact tangible. M. Mahase a souligné que la confiance du public est renforcée lorsque les ISC fournissent des rapports clairs, opportuns et précis, ce qui, à son tour,



« Les ISC doivent examiner le rapport qualité-prix, afin de déterminer le montant utilisé, s'il a été utilisé à des fins prévues et s'il a eu un impact réel sur le terrain ».

– Malehloholo Mahase

Président de l'Association africaine des comptables généraux et comptable général du
Royaume du Lesotho

conduit à une augmentation des investissements et à une amélioration de la responsabilité du gouvernement.

De même, M. Kamuhire a souligné l'importance de présenter des rapports complets et en temps voulu. « Nous remettons toujours le rapport à temps », a-t-il déclaré. Il a expliqué que l'auditeur général discute des projets avec le parlement, en particulier avec le président, et présente le rapport annuel afin de garantir la transparence et la responsabilité. « Nous avons fourni une assurance sur 96 % du budget ; seuls 4 % n'ont pas été contrôlés », a ajouté M. Kamuhire. Ce pourcentage élevé de fonds audités indique une surveillance et une responsabilité approfondies, garantissant que la plus grande partie du budget est examinée pour s'assurer qu'elle est utilisée correctement et qu'elle respecte les règlements.

Indépendance et cadres juridiques pour un contrôle efficace

Carolyn Lewis a souligné la nécessité d'un cadre juridique et réglementaire qui favorise l'indépendance des ISC. « Les ISC ont besoin d'un cadre juridique et réglementaire qui leur permette de travailler sans entraves », a-t-elle déclaré. Mme Lewis a souligné que le mandat de l'auditeur général de la Jamaïque est inscrit dans la Constitution, ce qui garantit que le bureau d'audit fonctionne indépendamment de toute personne ou entité.

Kamuhire est d'accord avec M. Lewis. « Notre responsabilité découle de la Constitution », a déclaré M. Kamuhire. Ce mandat habilite l'auditeur général à contrôler toutes les transactions du gouvernement et à

en rendre compte au Parlement, ce qui constitue une base solide pour l'obligation de rendre compte. La collaboration avec les partenaires du développement est également cruciale pour le bureau de l'auditeur général. Cette collaboration nécessite des évaluations approfondies, car la confiance des partenaires de développement dépend de l'indépendance du bureau et d'un cadre juridique solide. Garantir à la fois l'indépendance et des systèmes solides est essentiel pour maintenir la confiance et fournir des évaluations précises de l'utilisation des fonds.



« La collaboration avec les partenaires de développement ne se fait pas comme ça, nous procédons à des évaluations. Vous ne pouvez pas obtenir la confiance des partenaires de développement si vous n'êtes pas suffisamment indépendant et si vous ne disposez pas d'un cadre juridique solide. »

– Alexis Kamuhire

Auditeur général du Rwanda

Mme Lewis a expliqué que les rapports de l'auditeur général sont soumis au Parlement, où ils font l'objet d'un débat et où les comptables sont tenus de rendre compte de leurs actions. « Nos rapports sont rendus publics, ce qui ouvre la voie à la discussion avec les médias et à l'engagement des citoyens », a-t-elle ajouté. Cette transparence permet au public de demander des comptes aux fonctionnaires et favorise une culture de la responsabilité et de la transparence.

Défis et opportunités dans les audits du secteur de la santé

Le panel a également abordé les défis et les opportunités spécifiques liés à la réalisation d'audits dans le secteur de la santé. Mme Lewis a souligné que l'un des principaux défis est le manque de compétences techniques nécessaires pour analyser les données et identifier les lacunes dans les audits de santé. « Nous avons la possibilité de nous associer à d'autres pour former et échanger des connaissances, afin de pouvoir mener efficacement des audits dans le secteur de la santé publique », a-t-elle déclaré.

Mme Mahase a fait écho à ce sentiment en soulignant l'importance des normes internationales pour garantir l'uniformité et la comparabilité des rapports d'audit. Elle a fait remarquer que l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) permet de présenter les rapports d'audit de manière standardisée, ce qui facilite l'évaluation de la performance du gouvernement par les

parties prenantes.

Kamuhire a également évoqué les domaines à améliorer, notamment avec les organisations de la société civile (OSC). « Nous travaillons avec elles, mais nous ne les engageons que plus tard, après la publication du rapport. Dans ce domaine, nous avons des faiblesses. Ce que nous voulons améliorer, c'est les impliquer dans la planification », a-t-il admis. Le renforcement de l'engagement avec les OSC au cours des phases de planification est une priorité pour améliorer le processus d'audit dans son ensemble.

Renforcement des capacités et collaboration internationale

Mahase et Lewis ont tous deux souligné l'importance du renforcement des capacités et de la collaboration internationale pour améliorer l'efficacité des ISC. Mme Lewis a indiqué que la Cour des comptes de la Jamaïque investit dans le développement des capacités afin de renforcer ses ressources humaines et de tenir son personnel informé des normes d'audit les plus récentes. « Nous travaillons également en partenariat avec des organismes internationaux tels que l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI)(IDI) afin de renforcer nos capacités », a-t-elle déclaré en faisant référence à l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

Mme Mahase a souligné le rôle des partenaires internationaux du développement qui soutiennent les ISC en leur accordant des subventions et des prêts pour renforcer leurs capacités d'audit. Elle a fait remarquer que la confiance du public est renforcée lorsque les ISC sont en mesure de rendre compte de manière transparente de l'utilisation de ces fonds et de traiter tout problème de fraude ou de corruption.

La technologie au service de l'audit : Un bond vers l'efficacité et la transparence

À une époque où la technologie remodèle de nombreux secteurs à l'échelle mondiale, le domaine de l'audit ne fait pas exception. Rai Mahimapat Ray, officier du Service administratif indien (IAS), a souligné le pouvoir de transformation de la technologie dans l'amélioration des processus d'audit et de leurs résultats.

« Je crois beaucoup à la technologie, qui permet aux pays de faire un bond en avant bien au-delà du monde occidental », a affirmé M. Ray. Il a illustré ce point en soulignant le passage de l'Inde à un système d'audit sans papier. « Au lieu de télécharger des tonnes d'informations ou des fichiers PDF, toutes les données sont désormais dans un format lisible. Cela permet au système de signaler automatiquement les anomalies sur la base d'une matrice de risques élaborée au prix d'efforts considérables », a-t-il expliqué.

Ray a souligné que l'introduction de la technologie dans l'audit a permis de rationaliser les processus et d'améliorer la précision. Il a indiqué que le département fiscal indien utilise désormais un système d'audit sans visage, qui confirme l'exactitude des déclarations fiscales pour 99 % des citoyens et vérifie que 95 à

96 % des dépenses et des décaissements réguliers sont corrects. Cependant, le système signale un petit 3% de cas de divergences, nécessitant un examen plus approfondi.

Lewis est d'accord avec M. Ray sur le rôle crucial de la technologie dans l'audit moderne.



« L'ISC de Jamaïque a intégré la technologie dans son processus d'audit. Nous avons adopté CaseWare audits des états financiers, ce qui garantit qu'ils sont effectués conformément aux normes internationales »

– Carolyn Lewis

Auditeur général adjoint de la Jamaïque

Mme Lewis a également expliqué comment la technologie leur a permis de travailler à distance pendant la pandémie de COVID-19, contrairement à certains de leurs homologues des Caraïbes. « Nous avons pu fournir des rapports en temps voulu au gouvernement, évaluer les contrôles des nouveaux systèmes de traitement des prestations et prévenir les trop-perçus », a-t-elle déclaré. « La technologie et l'analyse des données nous aident à identifier les tendances, les valeurs aberrantes et les risques, depuis la planification de l'audit jusqu'à la phase de suivi. »

Kamuhire a souligné les avantages en termes d'efficacité et de réduction des coûts apportés par l'adoption des technologies. « Au Rwanda, tout est automatisé, de la gestion des finances publiques aux systèmes bancaires », a-t-il déclaré. « L'automatisation nous a permis de traiter et d'auditer les informations sans quitter nos bureaux, ce qui améliore considérablement la prestation de services et la prise de décision. »

La conversation a également porté sur les implications plus larges de la transformation numérique dans l'audit à travers l'Afrique. M. Mahase a souligné que la transformation numérique est un point essentiel de l'ordre du jour pour le continent. « L'interopérabilité des systèmes est essentielle. Nous devons veiller à ce que les auditeurs puissent auditer efficacement divers systèmes et environnements, même dans un contexte de menaces croissantes en matière de cybersécurité », a expliqué M. Mahase. « Le développement des compétences en matière d'intelligence artificielle, de traitement des données et de modules de veille stratégique est essentiel pour l'avenir. »

La voie à suivre

Les ISC jouent un rôle essentiel dans la responsabilisation et la durabilité du secteur de la santé. L'indépendance, les cadres juridiques, le renforcement des capacités, la collaboration internationale et les progrès technologiques sont essentiels pour améliorer leur efficacité. L'étendue du contrôle est cruciale pour maintenir la confiance du public dans la gestion fiscale du gouvernement. Elle garantit que chaque aspect des transactions et des documents financiers du gouvernement fait l'objet d'un examen approfondi, ce qui permet de détecter et de prévenir toute mauvaise utilisation ou mauvaise affectation des fonds, garantissant ainsi que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace et efficiente. L'impressionnante couverture d'audit de 96 % au Rwanda reflète l'engagement du bureau de l'auditeur général en faveur de la surveillance financière et de la responsabilité. Si ce pourcentage élevé témoigne d'un examen minutieux des dépenses publiques, les 4 % restants qui n'ont pas fait l'objet d'un audit mettent en évidence les domaines à améliorer. En s'attaquant aux contraintes de ressources et en adoptant des mesures stratégiques – telles que l'augmentation de la capacité de l'équipe d'audit ou l'optimisation des processus actuels – le bureau de l'auditeur général peut viser une couverture d'audit complète, garantissant une intégrité financière totale et une confiance publique soutenue dans les opérations du gouvernement.

L'intégration de la technologie dans l'audit est apparue comme une force de transformation, offrant des possibilités d'amélioration de l'efficacité, de la transparence et de l'obligation de rendre compte. Toutefois, cette évolution présente également des défis qui doivent être examinés avec soin. Les plateformes d'audit modernes visent à rationaliser les processus, à améliorer la précision des données et à fournir des informations en temps réel. Le système sans papier de l'Inde, qui utilise des matrices de risques pour signaler les divergences, illustre la manière dont la technologie peut améliorer la précision et l'efficacité de l'audit. De même, l'automatisation de la gestion des finances publiques et des systèmes bancaires au Rwanda illustre les avantages plus larges de l'intégration de la technologie dans les pratiques d'audit.

La technologie est souvent associée à une transparence et une responsabilité accrue, car elle permet de traiter et d'analyser efficacement d'importants volumes de données, ce qui permet de mettre au jour des divergences et d'améliorer la précision des rapports. Les systèmes automatisés facilitent la réalisation d'audits complets en temps voulu, réduisent les erreurs humaines et améliorent la surveillance financière. Toutefois, cette association dépend de l'intégrité et de la qualité des données et de la conception de la technologie.

Pour que la technologie renforce la transparence et la responsabilité, il est nécessaire de mettre en place des contrôles et des contrepoids solides :

- Assurer une saisie précise et complète des données.
- Mettre en œuvre des mesures strictes de protection contre les accès non autorisés et les violations de données.
- Maintenir les logiciels à jour avec les derniers correctifs et améliorations afin d'éviter les vulnérabilités.
- Maintenir une couche de contrôle humain pour vérifier et valider les résultats automatisés.

La possibilité de défaillances technologiques, telles que des pannes de logiciels ou des correctifs problématiques, pose des risques importants. Les problèmes liés aux correctifs de logiciels tiers soulignent la nécessité de tests et de validations rigoureux avant leur déploiement. Des stratégies efficaces de réponse aux incidents et des plans d'urgence sont essentiels pour traiter et atténuer l'impact de ces défaillances. S'assurer que les ISC disposent de systèmes de sauvegarde et de protocoles d'intervention manuelle peut contribuer à maintenir la continuité en cas de perturbations techniques.

Les ISC s'appuient sur diverses plates-formes pour soutenir leurs fonctions de contrôle, notamment des logiciels spécialisés pour la gestion financière, des outils d'analyse de données et des systèmes de communication sécurisés. Ces plateformes doivent être fiables, évolutives et capables de s'intégrer à d'autres systèmes utilisés par les agences gouvernementales et les partenaires de développement. L'interopérabilité et l'adaptabilité sont cruciales, en particulier dans des environnements technologiques diversifiés et en constante évolution.

[Read More](#)
